

**Union européenne - Triangle de
Weimar - Communiqué du
ministère de l'économie et des
finances**

(Paris, 22 février 2017)

Les ministres des finances du triangle de Weimar (Allemagne, France et Pologne) se sont réunis à Bercy le 22 février. La lutte contre le financement du terrorisme et contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que les évolutions de l'Union européenne (UE) ont été abordés.

Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances s'est entretenu avec Wolfgang Schäuble, ministre des finances allemand et Mateusz Morawiecki, vice-Premier ministre en charge de l'économie et des finances en Pologne.

1/ Les évolutions de l'UE : suivi du sommet de Bratislava et préparation de l'anniversaire du traité de Rome

Les ministres des finances sont tout d'abord revenus sur le Brexit, la notification formelle d'intention de retrait du Royaume-Uni étant attendue dans les prochaines semaines. Michel Sapin a rappelé que les relations futures du pays avec l'UE devront respecter les règles du marché intérieur.

Dans le prolongement du sommet informel de Bratislava de septembre 2016, Michel Sapin s'est réjoui du signal positif que constituent l'extension et l'amplification du plan Juncker. D'autre part, il a appelé à réfléchir à la mise en place d'un fonds européen de défense, et d'initiatives concrètes en matière d'harmonisation fiscale et sociale pour mettre fin aux comportements non coopératifs en Europe.

2/ Plus de transparence à l'échelle internationale

Le ministre français de l'économie et des finances a par ailleurs réagi positivement aux priorités définies par la présidence allemande du G20 pour 2017. La France soutient ainsi la réflexion sur la résilience de l'économie mondiale, l'attention sur l'Afrique et son développement, ou encore l'accent sur le numérique et l'équilibre à trouver entre l'innovation et un bon niveau de régulation, de transparence, et de sécurité.

Michel Sapin a profité de cette occasion pour rappeler les priorités françaises au G20 :

- La fiscalité internationale : lutter contre les juridictions non coopératives en matière de fiscalité
- La lutte contre le financement du terrorisme : mettre en oeuvre le renforcement du GAFI et traiter la question des ports francs
- Le renforcement de l'architecture financière internationale : la France oeuvrera en faveur de l'adoption de principes de financement soutenable et de principes de coordination entre les institutions financières internationales.

Au sujet de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, Michel Sapin a appelé à poursuivre les chantiers engagés dans l'UE (directives contre l'optimisation dans la ligne du projet BEPS ; liste fiscale des juridictions non coopératives ; projet d'harmonisation de l'impôt sur les sociétés...). Michel Sapin et Wolfgang Schäuble ont appelé leur homologue polonais à s'impliquer en ce sens./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)